

Région de Maradi - Niger

31 Décembre 2019

RESUME

La réponse liée à l'accueil des réfugiés nigériens dans la région de Maradi est entrée dans sa phase de consolidation. L'urgence actuelle se définit sur deux principaux axes: la mise en place des mécanismes de résilience à base communautaire et l'accélération de la relocalisation de la population réfugiée vers les villages d'opportunité. La réponse éducation et le développement des villages d'opportunités constituent également des activités prioritaires. L'assistance aux besoins fondamentaux des réfugiés et de la population hôte se poursuit en dépit d'une situation sécuritaire précaire dans les départements de Guidan Roudjji, de Tibiri (Maradi) et de Madarounfa. Le monitoring de protection et celui des frontières fait état de l'arrivée de nouvelles personnes fuyant des exactions au Nigéria et le déplacement de la population nigérienne vivant le long de la frontière.

CHIFFRES CLES



68 093 affectés¹



9 693 ménages
(35 363 individus documentés)²

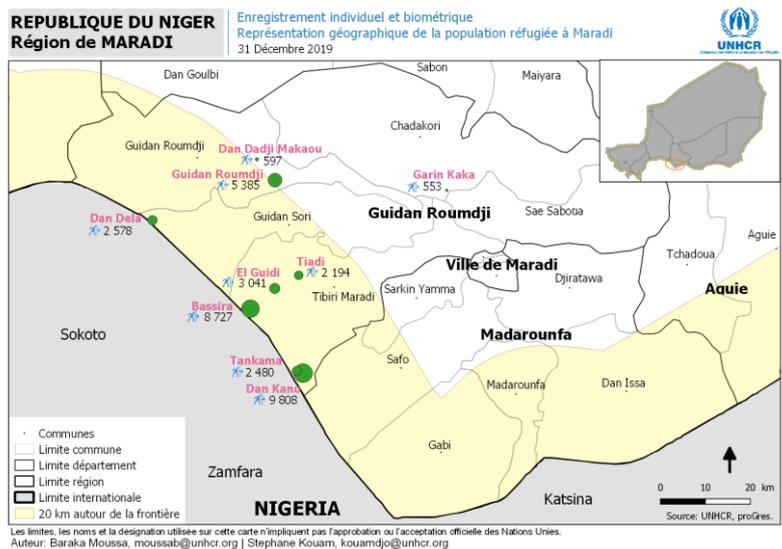


41 818 réfugiés¹
Pré-enregistrés



1 150
Personnes relocalisées dans
les villages d'opportunités

1 Source: Gov Niger et UNHCR, Août 2019.
2 ProGres (Enregistrement biométrique), 31 décembre 2019.



SECTEURS ET PARTENAIRES

	COOPI, DRC, HI, INTERSOS, ONU Femmes, UNFPA, UNHCR, UNICEF, WV
	ADESEN-NAFA, NRC, UNHCR, UNICEF, WV
	ACF, ALIMA/BEFEN, CR Espagnole, HI, OMS, PAM, UNHCR, UNICEF
	CR Luxembourgeoise, IRC, Mercy Corps, NRC, OIM, UNHCR, WV
	ACF, CISP, CR Espagnol, CR Luxembourgeoise, HI, IRC, UNHCR, UNICEF, WV
	ACF, FAO, INTERSOS, PAM, WV
	MERCY CORPS, UNHCR
	UNHCR

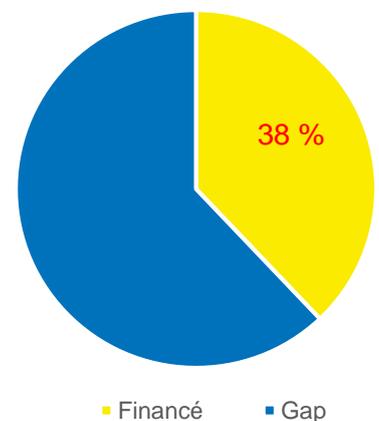
FINANCEMENT/SECTEURS

(en million \$US)	
% financé	Requis
81 %	5.2
23 %	2.5
51 %	5
18 %	8
34 %	4.7
12 %	8.5
12 %	0.9
124 %	0.8

AU 31 DECEMBRE

USD 35.450 millions

Requis pour la réponse à Maradi (Niger)

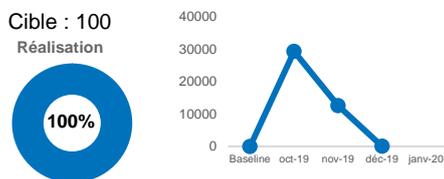


Autres (financement multisectoriel) : \$1 millions.

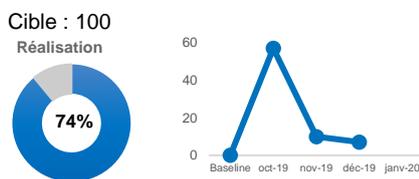
SUIVI DE LA REPONSE

Protection

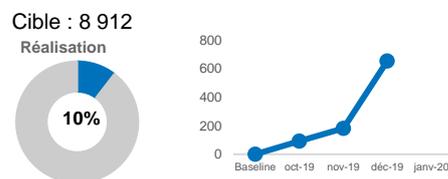
% de réfugiés enregistrés et documentés



de mécanismes à base communautaire de protection de l'enfance renforcés et/ou mis en place



personnes avec besoins spécifiques identifiés qui reçoivent des réponses adéquates.

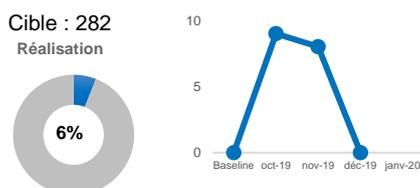


Besoins

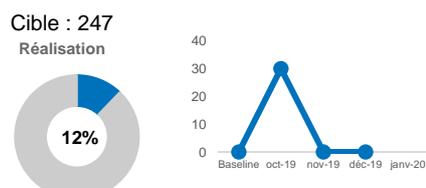
- Poursuivre le renforcement des structures communautaires de protection existantes en y assurant l'intégration des réfugiés dans les villages d'accueil et autour des villages d'opportunités ;
- Systématiser la réponse thématique (protection de l'enfance, SGBV et PBS) : gestion des cas, partage de données, référencement, suivi et prise en charge ;
- Poursuivre la relocalisation vers les villages d'opportunités et renforcer le monitoring de protection avec une forte implication des autorités à la base ;

Education

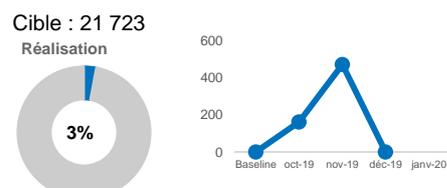
de classes construites/réhabilitées



d'enseignants formés par thématique



d'élèves ayant reçu du matériel scolaire

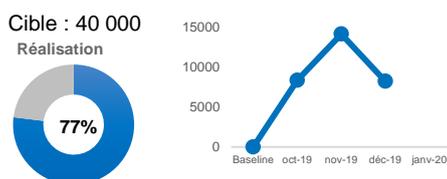


Besoins

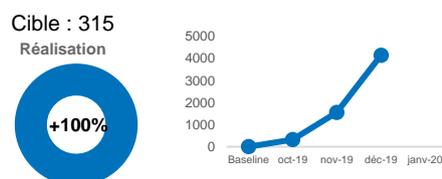
- Equiper et renforcer les infrastructures scolaires pour accueillir les enfants réfugiés ;
- Organiser des cours de remédiation pour les élèves du niveau secondaire et ceux devant passer des examens scolaires en mars 2020 ;
- Partager les leçons apprises et décider des actions à prendre pour le recrutement des enseignants additionnels pour assurer l'enseignement primaire (Ministère de l'Education) à la suite de la visite de Diffa ;
- Faire le bilan de la mise en œuvre les orientations de la feuille de route élaborée à cet effet.

Santé-Nutrition

de consultations curatives réalisées à travers les formations sanitaires et les cliniques mobiles

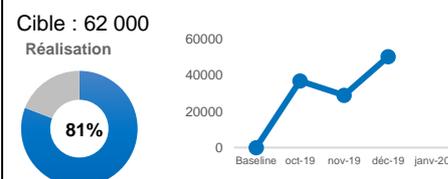


d'enfants de moins de 5 ans souffrant de MAS bénéficiant d'une prise en charge de qualité



Sécurité alimentaire

de personnes vulnérables hôte et réfugiés ayant bénéficié d'une assistance alimentaire



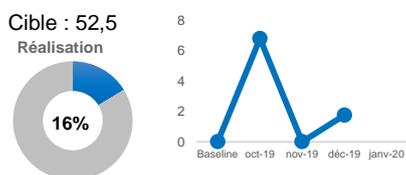
Besoins

- Accélérer la relocalisation afin de faciliter l'accès aux soins santé de meilleure qualité aux réfugiés ;
- Appuyer les centres de santé des villages d'accueil en intrants, médicaments et consommables médicaux ;
- Construire et équiper les infrastructures sanitaires des villages d'opportunité en matériaux définitifs ;
- Financer des activités génératrices de revenus pour la population réfugié et hôte afin d'accompagner leur autonomie.

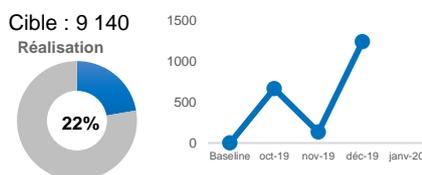
SUIVI DE LA REPONSE

Abris et Biens non alimentaires

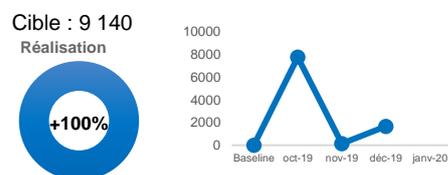
ha d'espaces aménagés pour relocaliser les réfugiés



de ménages ayant bénéficié d'un appui en abri d'urgence



de ménages (réfugiés et hôtes) ayant reçu un appui en biens non alimentaires

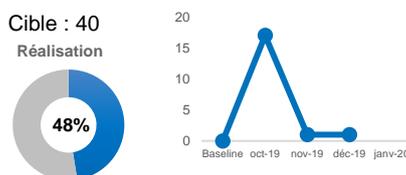


Besoins

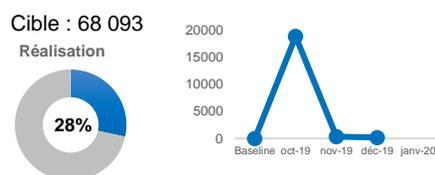
- Renforcer la réponse en abri sur les sites (opportunités et accueils) pour les réfugiés et la communauté hôte;
- Poursuivre les discussions sur la faisabilité de l'utilisation de la modalité cash (CBI) lors de l'assistance ;
- Finaliser l'extension des sites d'opportunité de Dan Dadji Makaou et de Garin Kaka et procéder à l'ouverture du site de Chadakori.

Eau hygiène et Assainissement

d'infrastructures hydrauliques construites ou réhabilitées



de réfugiés et hôtes ayant accès aux latrines (sexo spécifique)

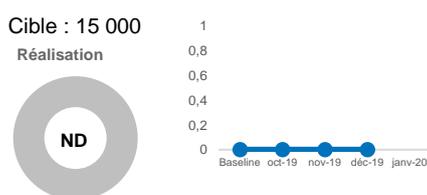


Besoins

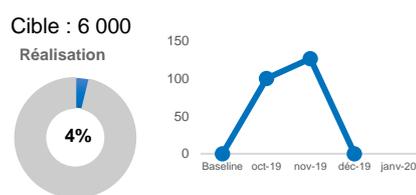
- Assurer une réponse en kits hygiène/dignité et renforcer les sensibilisations sur la pratique de l'hygiène (villages d'opportunité et villages d'accueil);
- Accompagner les ménages réfugiés et hôtes dans la construction des latrines familiales sur les parcelles ;
- Fournir une assistance en kits aratoires et renforcer les sensibilisations sur l'assainissement (villages d'opportunité et d'accueil).

Energie et Environnement

d'arbres plantés



de ménages réfugiés et hôtes ayant accès au gaz domestique



Besoins

- Mettre en place un système de gestion de déchets intégrés aux systèmes des communes ;
- Enclencher les activités de reboisement au niveau des sites de relocalisation des réfugiés.

COORDINATION

Les réunions et mécanismes de coordination se poursuivent avec l'implication de l'ensemble des acteurs intervenants dans la région. Un groupe de travail protection ainsi que des groupes thématiques tel que la sécurité alimentaire, la santé/nutrition et l'éducation, les violences basées sur le genre, coordonnés par les ministères de tutelle avec l'appui technique des acteurs humanitaires complètent cette structure de coordination régionale. Durant le mois, l'arrivée de nouveaux acteurs a été signalée et la mise en œuvre de leurs interventions coordonnées a permis d'avoir une plus grande synergie et une complémentarité sur le terrain.